

AVENANT DU 19 JUIN 2018 À L'ACCORD DU 25 OCTOBRE 2007 RELATIF AUX MISSIONS DE L'ADESATT ET AU FINANCEMENT DU PARITARISME

Entre :

- La Fédération CINOV,
- La Fédération SYNTEC,

D'une part,

Et les organisations syndicales de salariés, ci-après signataires,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Par un accord de branche en date du 25/10/2007, les partenaires sociaux de la branche des bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils et sociétés de conseil (branche « BETIC ») ont défini les missions de l'ADESATT et les modalités de financement du paritarisme. Celui-ci a été complété par une annexe le 11/02/2009, modifiée par un accord de branche en date du 16/10/2013.

En application de l'article 8 de l'accord de branche du 25/10/2007, les partenaires sociaux estiment nécessaire de faire évoluer certains de ses termes compte tenu de l'évolution du contexte législatif, et particulièrement de la loi du 05/03/2014.

En opportunité, ils considèrent également que plusieurs dispositions doivent être ajustées afin d'être en adéquation avec d'autres dispositions conventionnelles plus récentes, et notamment l'accord du 14/12/2017 relatif à la Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation (CPPNI).

Article 1er - Modification de l'article 2 de l'accord de branche du 25/10/2007

Les dispositions du 8^{ème} alinéa de l'article 2 de l'accord de branche du 25/10/2007, sont supprimées et remplacées par :

« - frais engagés par les membres de l'ADESATT pour les réunions, le suivi des travaux et la mise en œuvre des textes conventionnels entrant dans le cadre des attributions des instances paritaires suivantes : CPPNI, CPNE statuant en matière de formation ou en matière de PSE, et les groupes de travail, comités de pilotage ou de suivi créés par elles, OPIIEC, ADESATT, CPS prévoyance, CPS Santé (Comité Paritaire de Surveillance des régimes de prévoyance et de santé) et plus largement tout groupe de travail ou instances mandatés par la CPPNI qui ne sont pas couverts par les financements paritaires. Les contributions de l'ADESATT ne peuvent être affectées à ces types de frais que dans la mesure ils ne sont pas ou plus pris en charge par application d'autres accords et/ou conventions conclus pour la gestion et le suivi de ces instances ; ».

Le reste de l'article 2 de l'accord national du 25/10/2007 est inchangé.

Article 2 - modification de l'article 3.2 de l'accord de branche du 25/10/2007

Les dispositions de l'article 3.2 « collecte des ressources de l'ADESATT » de l'accord de branche du 25/10/2007 sont supprimées et remplacées par :

« La contribution conventionnelle est collectée selon des modalités définies par le conseil d'administration de l'ADESATT ».

Article 3 - Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord est annexé à la convention collective nationale des bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils et sociétés de conseil (IDCC 1486).

Article 4 - Dépôt et extension de l'accord

Le présent accord est déposé par la partie la plus diligente dans le cadre des dispositions légales et fera l'objet d'une demande d'extension par la partie la plus diligente auprès du ministre du travail dans le cadre des dispositions légales.

Article 5 – Entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord entrera en vigueur le 01/07/2018.

Fait à Paris, le 19/06/2018.

Fédération SYNTEC
148 boulevard Haussmann - 75008 PARIS
Mme Dominique MARET

Fédération CINOV
4 avenue du recteur Lucien Poincaré - 75016 PARIS
Mme Solange BRIET

CFE-CGC / FIECI
35 rue du Fbg Poissonnière - 75009 PARIS
M. Michel de LA FORCE

CGT-FO / Fédération des Employés et Cadres
54 rue d'Hauteville - 75010 PARIS
Mme Catherine SIMON
Par délégation Robert BERAUD

CFDT / F3C
47/49 avenue Simon Bolivar - 75019 PARIS
Mme Annick ROY

CFTC / CSFV
34 quai de la Loire - 75019 PARIS
M. Louis DUVAUX

CGT / Fédération des Sociétés d'Etudes
263 rue de Paris, Case 421 - 93514 MONTREUIL CEDEX
M. Noël LECHAT